

# La CNLG lance trois livres de recherche sur l'histoire du génocide contre les Tutsi

CNLG, 28 février 2020

Jeudi 27 février 2020, la Commission Nationale de Lutte contre le Génocide (CNLG) a lancé trois livres sur les études qu'elle a menées sur l'histoire du génocide contre les Tutsi.

Ces livres incluent «Amateka ya Jenoside yakorewe Abatutsi mu yahoze ari Perefegitura ya Cyangugu», écrit par le chercheur Donatien Nikuze, «Amateka ya Jenoside yakorewe Abatutsi mu yahoze ari Perefegitura ya Gitarama» écrit par le chercheur Faustin Mafezweh et le livre «Ubuhamya bwa bamwe mu Batutsi bakorewe itotezwa n'iyirukanwa mu mashuri makuru n'ayisumbuye mu mwaka wa 1973 » par Gérard Ntashamaje, tous du Centre de la CNLG pour recherche et documentation sur le génocide.

Les résultats des études montrent que la ségrégation ethnique et régionale faisait partie des faits qui ont divisé les Rwandais effectués par des colonisateurs belges et des mission-

naires de l'Église catholique. Ils ont utilisé certains politiciens, dont Kayibanda Grégoire, Habyarimana Joseph Gitera, Mbonyumutwa Dominique et d'autres. La discrimination et la haine contre les Tutsi ont abouti à des actes de violence perpétrés contre les Tutsi depuis décembre 1959 et même par la suite sous les régimes des présidents Kayibanda Grégoire et Habyarimana Juvénal.

Dans l'ancienne préfecture de Gitarama, les massacres et les actes de violence contre les Tutsi ont commencé le 3 octobre 1959 dans ce qui était autrefois la chefferie de Ndiza et se sont étendus à d'autres chefferies. Les citoyens hutus et tutsis de différentes régions des chefferies de Rukoma et d'Amayaga qui soutenaient la monarchie ont riposté aux attaques des partisans du PARMEHUTU et de l'APROSOMA ; ce qui exigeât le colonel Guy Logiest qu'il utilise l'armée congolaise alors connue sous le nom

d'armée de Kamina (ingabo za Kamina) pour les combattre et les dissoudre. Les actes de tuer les Tutsi, les expulser et brûler leurs maisons ont été largement commis lors des scrutins référendaires de septembre 1961 et après.

Tuer les Tutsi, les torturer et les marginaliser est l'une des caractéristiques du régime du président Kayibanda Grégoire. Pendant son régime, les Tutsi ont été massacrés en série, notamment en octobre 1963, février et mars 1973.

Après que le général major Juvénal Habyarimana Juvénal a renversé le président Kayibanda Grégoire le 5 juillet 1973, les Tutsi de l'ancienne préfecture de Gitarama ont savouré une courte période de paix, ceux qui s'étaient enfuis ont commencé à regagner leurs foyers abandonnés. Mais cette paix n'a pas duré longtemps car le président Habyarimana a lui aussi mis des limites aux Tutsi qui voulaient rentrer dans leur pays. Il a continué dans la même ligne de discrimination et de ségrégation, en gardant les Tutsi en marge.

En octobre 1990, lorsque le FPR-Inkotanyi a déclenché la guerre de libération, les Tutsis ont été arrêtés, détenus et torturés sur les allégations de complicité du FPR.

Depuis que les partis politiques se sont séparés, ce qui a entraîné la formation de factions du HUTU POWER en octobre 1993, les oppositions

entre les partisans du MRND et du MDR ont cessé, puis les dirigeants ont commencé à convaincre leurs partisans que le seul ennemi qu'ils avaient était les Tutsi, qu'ils devaient combattre et tuer. Les réunions incitant à la haine et au meurtre des Tutsi ont augmenté et se sont déroulées dans toutes les communes de la préfecture de Gitarama.

Des milices ont également été créées et la distribution d'armes à la population civile a commencé à la fin de 1993, même s'il y avait des civils de certaines communes qui avaient suivi une formation militaire à Bugesera à partir de 1992. Parmi les milices créées se trouve le «Bataillon Ndiza» qui recevait la formation au sommet de la colline de Ndiza dans la commune de Nyakabanda, aba JEPE qui a recevait la formation à Runda, au domicile de Kamana Claver et Interahamwe.

La plupart des armes ont été distribuées après l'abattage de l'avion transportant Habyarimana Juvénal le 6 avril 1994. Dans de nombreuses communes, le génocide contre les Tutsi a été exécuté après une réunion tenue le 18 avril 1994, réunissant des membres du gouvernement intérimaire et dirigeants de différentes institutions, y compris les bourgmestres des communes de la préfecture de Gitarama. La réunion a eu lieu à Murambi, commune de Nyamabuye.

Cependant, il y a des communes

dans lesquelles le massacre des Tutsi avait commencé depuis le 9 avril 1994 comme la commune de Nyabikenke, la commune natale de Callixte Nzabonimana, alors ministre de la jeunesse et des associations. Les autres communes comprennent la commune de Kigoma dirigée par le bourgmestre Célestin Ugirashebuja et la commune de Ntongwe dirigée par Charles Kagabo.

De nombreux Tutsi de la préfecture de Gitarama ont cherché refuge à Kabgayi dans l'espoir d'y être en sécurité. On s'est rendu compte que c'était comme chercher refuge auprès de leurs chasseurs, car les membres du comité préfectoral de sécurité de Gitarama et les bourgmestres apportaient constamment les listes des Tutsi à tuer, les chargeaient dans des bus et les emmenaient à Ngororero pour y être tués.

A partir du 20 avril 1994, tous les jours, des bus venaient chercher les Tutsi à tuer à Cyome sur la rivière Nyabarongo, anciennes communes de Kibilira et Satinsyi. Il y a également d'autres Tutsi qui ont été tués dans les forêts près de Kabgayi.

Après le génocide contre les Tutsi, certaines des communes qui constituaient l'ancienne préfecture de Gitarama (Buringa, Nyakabanda et Nyabikenke) ont été plongées dans l'insécurité à cause des insurgés, qui ont incendié certains bâtiments communaux. Les soldats de l'APR qui ont

mis fin au génocide contre les Tutsi sont ceux qui, en collaboration avec les citoyens, ont mis fin à cette insécurité.

L'étude sur l'histoire du génocide contre les Tutsi dans l'ancienne préfecture de Cyangugu a été réalisée dans deux districts, Rusizi et Nyamasheke, qui comprennent les 11 anciennes communes qui composaient l'ancienne préfecture de Cyangugu en 1994.

Elle montre que les massacres contre les Tutsi dans la préfecture de Cyangugu, se sont intensifiés en 1963, après l'attaque des Inyenzi à Bugarama et à Bweyeye à Cyangugu. Un grand nombre de Tutsi ont été tués dans les cachots des communes, dans les bureaux préfectoraux et dans la forêt de Nyungwe.

L'étude établit les victimes identifiées dans chaque commune, la façon dont elles ont été arrêtées et les personnes impliquées dans les arrestations. Elle établit également ceux qui ont dénoncé les massacres dans la préfecture de Cyangugu dont le père Henri Bazot, alors curé de la paroisse de Nyamasheke, monseigneur Aloys Bigirumwami, l'évêque du diocèse de Nyundo qui englobait les préfectures de Cyangugu, Kibuye et Gisenyi.

Elle montre également en détail comment les Tutsi ont été victimes d'actes de violence meurtriers de 1990 à 1993. Les résultats de cette étude montrent qu'à partir de 1990, lorsque

le FPR-Inkotanyi a lancé la guerre de libération, de nombreux Tutsi dans les communes de l'ancienne préfecture de Cyangugu ont été arrêtés et détenus sur les allégations d'être complices du FPR-Inkotanyi. Cette étude, établit les victimes de ces arrestations dans chaque commune et celles impliquées dans les arrestations. Outre les arrestations, l'étude montre comment les familles dont les enfants ne vivaient pas chez eux ont été torturées sur la base d'allégations selon lesquelles elles auraient envoyé leurs enfants au FPR.

Cette étude montre comment la violence contre les Tutsi s'est intensifiée après le meurtre de Martin Bucyana, président national de la CDR, le 22 février 1994, où les Impuzamugambi de la CDR ont percuté les Tutsi, les ont tués, ont brûlé leurs maisons, ont pillé leurs biens ; les survivants ont fui vers la paroisse de la cathédrale de Cyangugu. Depuis lors, les actes de violence et les assassinats de Tutsi se sont poursuivis de telle sorte qu'en 1994, la panique avait été créée et la propagande anti-tutsie implantée chez les citoyens de manière que plus tard, les populations civiles

que les Tutsi étaient ennemis du pays.

En février 1973, des étudiants tutsis ont été limogés dans des établissements d'enseignement supérieur et secondaire à travers le pays. Certains d'entre eux ont abandonné leurs études tandis que d'autres ont essayé de trouver un moyen de poursuivre leurs études à l'étranger dans le pays en refuge. Dans ce livre de témoignages, les témoins réitèrent les principales causes du limogeage des étudiants en 1973, notamment la haine contre les Tutsi, qui avait été prêchée depuis des années, le projet de poursuivre la soi-disant révolution du PARMEHUTU, la culture de l'impunité et la détérioration des relations entre les gouvernements de Rwanda et Burundi entre autres.

Dans son allocution à la clôture du lancement, le Dr Jean Damasène Bizimana, secrétaire exécutif de la CNLG, a déclaré que l'écriture de l'histoire du génocide contre les Tutsi dans chaque province, est un moyen d'établir la particularité du génocide dans chacune et un moyen puissant de faire taire ces qui essaient de nier les faits ou de minimiser le génocide contre les Tutsi.